*Eicker, Steffen, Der Deutsch-Herero-Krieg und das
Völkerrecht. Die völkerrechtliche Haftung der
Bundesrepublik Deutschland für das Vorgehen des
Deutschen Reiches gegen die Herero in Deutsch-
Südwestafrika im Jahre 1904 und ihre Durchsetzung vor
einem nationalen Gericht*

Fanny Dufétel-Viste

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ifha/6683>

DOI : 10.4000/ifha.6683

ISSN : 2198-8943

Éditeur

IFRA - Institut franco-allemand (sciences historiques et sociales)

Référence électronique

Fanny Dufétel-Viste, « Eicker, Steffen, *Der Deutsch-Herero-Krieg und das Völkerrecht. Die völkerrechtliche Haftung der Bundesrepublik Deutschland für das Vorgehen des Deutschen Reiches gegen die Herero in Deutsch-Südwestafrika im Jahre 1904 und ihre Durchsetzung vor einem nationalen Gericht* », *Revue de l'IFHA* [En ligne], Date de recension, mis en ligne le 01 janvier 2011, consulté le 22 septembre 2020.

URL : <http://journals.openedition.org/ifha/6683> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ifha.6683>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

©IFHA

Eicker, Steffen, Der Deutsch-Herero-Krieg und das Völkerrecht. Die völkerrechtliche Haftung der Bundesrepublik Deutschland für das Vorgehen des Deutschen Reiches gegen die Herero in Deutsch-Südwestafrika im Jahre 1904 und ihre Durchsetzung vor einem nationalen Gericht

Fanny Dufétel-Viste

- 1 En 2001 des représentants des Hereros déposaient une plainte devant un tribunal américain contre la République Fédérale d'Allemagne. Ils tentaient ainsi d'obtenir reconnaissance et réparation de l'écrasement sanglant de leur soulèvement en 1904 lorsque la Namibie était sous domination coloniale allemande. Les enjeux soulevés par cette demande et les répercussions possibles n'étaient pas négligeables et induisirent en Allemagne une réflexion nouvelle sur cet épisode.
- 2 S.E., juriste de formation et actuellement avocat à Wurtzbourg, étudie dans cet ouvrage l'arrière-plan historique et la validité juridique de cette demande dans la perspective du droit international. Au-delà, il conduit le lecteur à une réflexion politique plus poussée dont les acteurs sont dans le présent les représentants des Hereros, la République fédérale d'Allemagne, mais aussi l'État de Namibie, et dans le passé l'Empire allemand et le Sud-Ouest africain – ancienne dénomination de la Namibie. Quelles étaient les relations de droit entre l'Empire allemand et les Hereros au début du XXe siècle ? Dans quelle mesure peut-on parler de violations des droits de l'homme, voire de génocide ? Que peuvent espérer les Hereros de cette plainte ? Enfin, comment la

République fédérale d'Allemagne peut-elle, devrait-elle se positionner ? Il n'y a pas de réponse évidente aux questions soulevées : la question de la prescription pour un État en est un exemple. Dans quelle mesure celui-ci peut-il être tenu pour solidaire des actions du passé ? La répression des Hereros a du reste déjà fait l'objet d'études avec des résultats et des interprétations diverses : le sujet, comme ne manque pas de le souligner l'auteur, reste en effet hautement controversé et source de tensions politiques jusque dans le présent. S.E. le démontre bien et éclaire aussi la question en se reportant au cas d'autres puissances comme la France ou l'Australie. S.E. met bien en lumière dans cette étude très intéressante et approfondie les limites intrinsèques au droit international dès lors qu'il est question du passif colonial et « la tension entre sécurité juridique et justice » (p. 502). Selon lui, si cette plainte reste en l'état une impasse juridique qui n'a d'ailleurs pas eu de suite, elle n'en a pas moins eu un réel impact, obligeant l'État allemand, à défaut de réparations, à prononcer des excuses.

- 3 Fanny Dufétel-Viste (université Rennes II)